



Communiqué de presse

003/2024

Montreuil, le 15 janvier 2024.

En pleine crise de l'hôpital public et de notre système de santé, le nouveau gouvernement se dispense d'un ministère de la Santé de plein exercice !

Alors que la population considère que les questions d'accès aux soins et les moyens alloués à notre système de santé doivent être une des principales préoccupations des politiques publiques, le gouvernement continue à donner des signes contradictoires. La nouvelle composition ministérielle, avec la disparition d'un ministère de la Santé de plein exercice, interroge fortement et questionne sur la volonté gouvernementale d'une réelle amélioration des conditions de travail des salarié.es des établissements du sanitaire, du médico-social et du social, ainsi que de la prise en charge de la population française.

Entre 2017 et 2023, ce ne sont pas moins de six ministres de la Santé qui se sont succédés dans les différents gouvernements. Cette instabilité, ainsi que les politiques menées, ont propulsé l'hôpital public et l'ensemble de notre système de santé et d'action sociale dans une crise inédite en termes de dégradations. Les prises en charge se sont fortement dégradées, avec une rupture d'égalité dans l'accès aux soins de la population sur tout le territoire, ainsi que les conditions d'exercice des professionnel.le.s, tous secteurs d'activités confondus. L'intégration de la santé et des solidarités au sein d'un « super ministère » du travail, ajoutée à la disparition du volet « Prévention » ne sont pas de nature à rassurer les professionnel.le.s concernant l'avenir de notre système de santé et de protection sociale.

Bien que le gouvernement change, la politique menée, elle, ne change pas : le nouveau Premier ministre se contente d'effets de communication en annonçant une enveloppe de 32 milliards sur 5 ans pour la Santé, enveloppe qui n'est autre que l'évolution annuelle normalement prévue de 2,5 % du budget de l'assurance maladie. Ce budget est nettement insuffisant pour freiner la crise que subissent l'hôpital public et le système de santé et d'action sociale dans leur ensemble, et pour enrayer le manque de personnels au sein des établissements.

Les différents ministres de la Santé qui se sont succédés depuis 2017 se sont contentés de promesses, de communication, et n'ont fait qu'accompagner, voire accélérer la détérioration de notre système de santé et de protection sociale. Les hommes et les femmes passent au sein des différents gouvernements Macron, mais c'est la politique qui doit changer.

La Fédération de la Santé et de l'Action Sociale, plus que jamais, restera déterminée à lutter avec les salarié.e.s et les usager.e.s pour faire entendre les propositions et les revendications pour un système de santé et de protection sociale qui réponde aux besoins des salarié.e.s et de la population.